

# Droit au séjour et droit du travail : Paris XX<sup>e</sup>

mercredi 8 octobre 2008, par [DELEVINGT Pierre](#), [QUAINNOEIL Mathieu](#) (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2008).

**Depuis le mois de mai, de nombreux militants du nouveau parti anticapitaliste (NPA) du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris se sont engagés auprès des travailleurs sans papiers d'une société de nettoyage, DMMS.**

Après trois mois et demi de mobilisation, l'occupation prend fin pour les salariés de l'entreprise de nettoyage DMMS, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Depuis la mi-mai, ils occupaient un local de leur entreprise pour demander leur régularisation. La CGT et un comité de soutien les ont suivis depuis le début, multipliant rassemblements, ventes de tee-shirts, collectes, ou encore, à l'occasion de deux repas de solidarité, regroupant plus de 100 personnes à chaque fois.

Aujourd'hui, 27 salariés ont obtenu leur régularisation (sur les 51 dossiers déposés, mais les travailleurs investis quotidiennement dans la lutte sont, eux, presque tous régularisés). Les autres dossiers devraient trouver une issue positive dans les semaines qui viennent, certaines préfectures, comme celle de Seine-Saint-Denis, totalement débordées, tardant à répondre. Un accord de fin de conflit a été signé avec la direction de DMMS, qui s'engage à suivre les dossiers auprès des préfectures.

Mais ce n'est pas le seul résultat de cette lutte. « Avant, je ne savais pas ce qu'était un syndicat », raconte l'un des grévistes. Si certains avaient déjà participé aux mobilisations de sans-papiers, c'était une première pour la majorité d'entre eux. Les échanges avec le comité de soutien et les syndicalistes leur ont fait prendre conscience de leur exploitation. Car ceux qui se sont mobilisés dans ce conflit ont eu l'occasion d'apprendre que leurs conditions de travail étaient relativement peu conformes au droit du travail. Pour les responsables de la CGT du 20<sup>e</sup> arrondissement, il existe un bon espoir qu'une section syndicale voie le jour dans cette entreprise, et que les salariés continuent à se battre, cette fois pour leurs conditions de travail. L'un des premiers combats à mener sera celui des femmes. Contraintes, le plus souvent, à des contrats à temps partiel, elles travaillent en réalité plus de 35 heures, les heures supplémentaires servant de variable d'ajustement pour leur direction.

Ce conflit et, plus largement, l'ensemble des mobilisations de sans-papiers suscitent la mobilisation d'autres travailleurs sans papiers venus chercher du soutien. Les salariés de DMMS se sont ainsi solidarisés d'autres luttes. Lorsque quatre salariés de Thial Ly, magasins d'alimentation, ont été licenciés pour avoir demandé à leur patron de constituer des dossiers de régularisation, les DMMS sont venus les soutenir. On en comptait un grand nombre parmi la centaine de manifestants qui ont fait fermer les trois échoppes de Thial Ly, rue d'Avron, pendant deux heures, le samedi 6 septembre. Plus de 60 personnes étaient encore présentes, le jeudi 11 septembre, recevant le soutien des habitants du quartier. Ces mobilisations ont forcé le patron à négocier et un protocole d'accord devait être signé lundi 22 septembre. À suivre...

## Notes

- Le samedi 11 octobre, à partir de 12 h 30, rue Pierre-Bonnard, les salariés fêteront leur victoire en

organisant un repas de solidarité avec les autres mobilisations, en particulier celle de Manet, une autre société de nettoyage en grève depuis près de quatre mois.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2267, 25/09/2008.